

Vague Juin 2015

Le regard des Français sur différents champs de la politique logement - Rapport final -

Pôle Evaluation et société
Septembre 2015

- **Le CRÉDOC est spécialisé dans l'analyse des grandes tendances sociétales en matière de modes de vie et d'opinions des Français (revenus, logement, famille, sociabilité, valeurs, espoirs économiques, attitudes par rapport à l'environnement, regard sur la société...)**
 - Nos analyses reposent sur un outil de mesure de l'opinion barométrique qui existe depuis 37 ans, une enquête transversale répétée deux fois par an depuis 1978 : l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC.
 - A partir d'une centaine d'indicateurs, nous élaborons chaque année la Note de Conjoncture Sociétale, un outil de compréhension et de mise en perspective des évolutions tendanciennes et conjoncturelles qui sont à l'œuvre.

- **Le Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité souhaite connaître l'opinion des Français sur trois grands axes de la politique logement :**
 - Les actions dirigées vers les propriétaires bailleurs et notamment les leviers pour la location à des ménages modestes ;
 - Le parc social et quelques images qu'il véhicule ;
 - La perception des APL et les actions qui pourraient être entreprises afin de rendre le dispositif des APL plus équitable.

- **À cette fin, plusieurs questions ont été insérées à la demande du Ministère dans l'enquête CRÉDOC sur les « Conditions de vie et aspirations » de la vague de Juin 2015.**



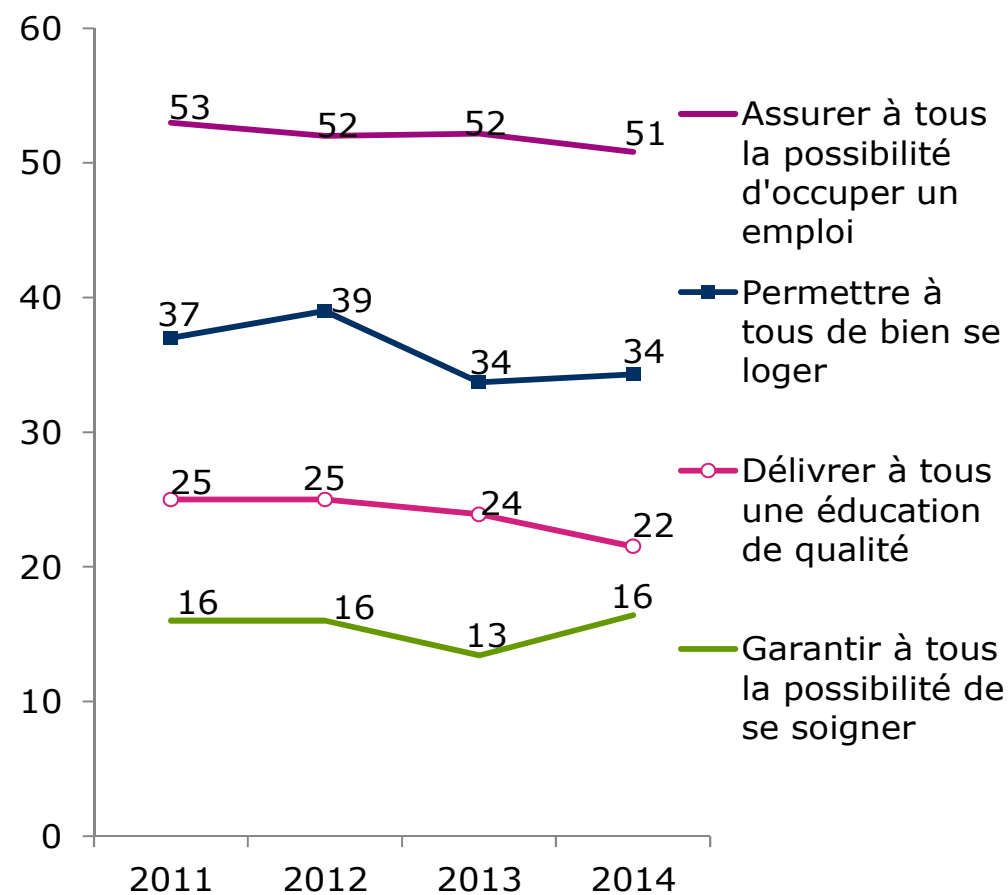
- **Un échantillon national représentatif des personnes de 18 ans et plus**
- **2 000 personnes interrogées en « face à face » à leur domicile en juin 2015**
- **Méthode des quotas, stratification à deux degrés :**
 - 1) découpage par grande région (ZEAT)
 - 2) au sein de chaque ZEAT: représentativité par rapport à la taille d'agglomération, âge x sexe et catégorie socio-professionnelle.
- **Des questions propres à chaque client et d'autres mutualisées**
 - Une vingtaine de critères sociodémographiques
 - De très nombreuses questions portant sur les modes de vie et les opinions de la population : santé, inquiétudes, préoccupations, famille, environnement, loisirs, pratiques culturelles, moral économique, opinion sur le fonctionnement de la société, sur les politiques sociales, etc.



- **Derrière la lutte contre le chômage, le logement est une des attentes prioritaires des Français vis-à-vis des pouvoirs publics**

Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ?

Deux réponses possibles - Total des deux réponses (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2014.



I. Connaissance de certains dispositifs

II. Actions dirigées vers les propriétaires bailleurs

III. Quelques éléments sur l'image du parc social

IV. Perception des APL



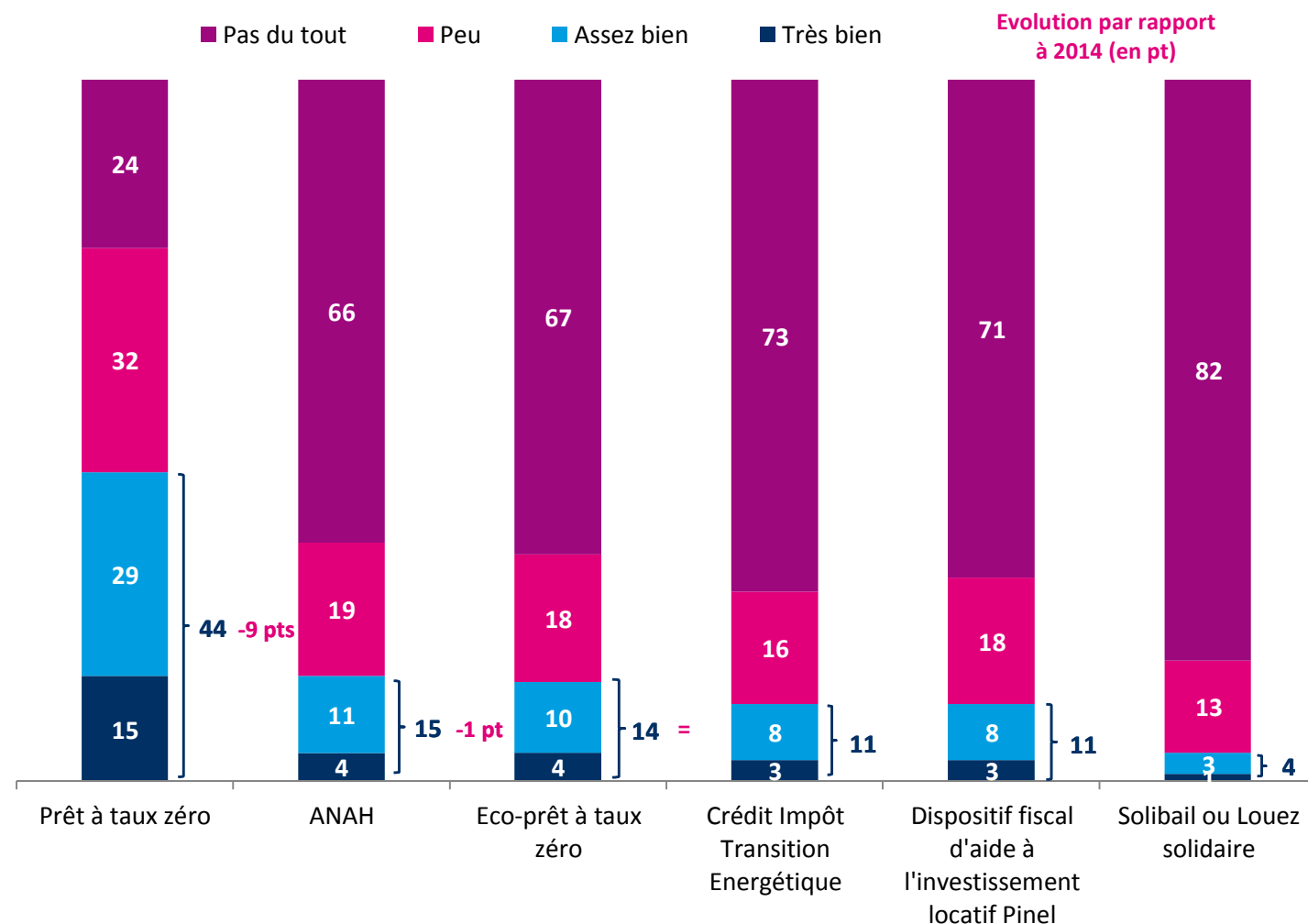
- Le prêt à taux zéro est un dispositif plutôt bien connu des Français
- Le dispositif Pinel est plutôt bien identifié parmi les dispositifs de défiscalisation existants

(rappel : 21% des Français connaissent le principe de l'existence de dispositifs de défiscalisation incluant des dispositifs très anciens (Scellier, Borloo et Duflot, ...))

Connaissez-vous les dispositifs et les organismes suivants ...? Proportion de la population connaissant les dispositifs

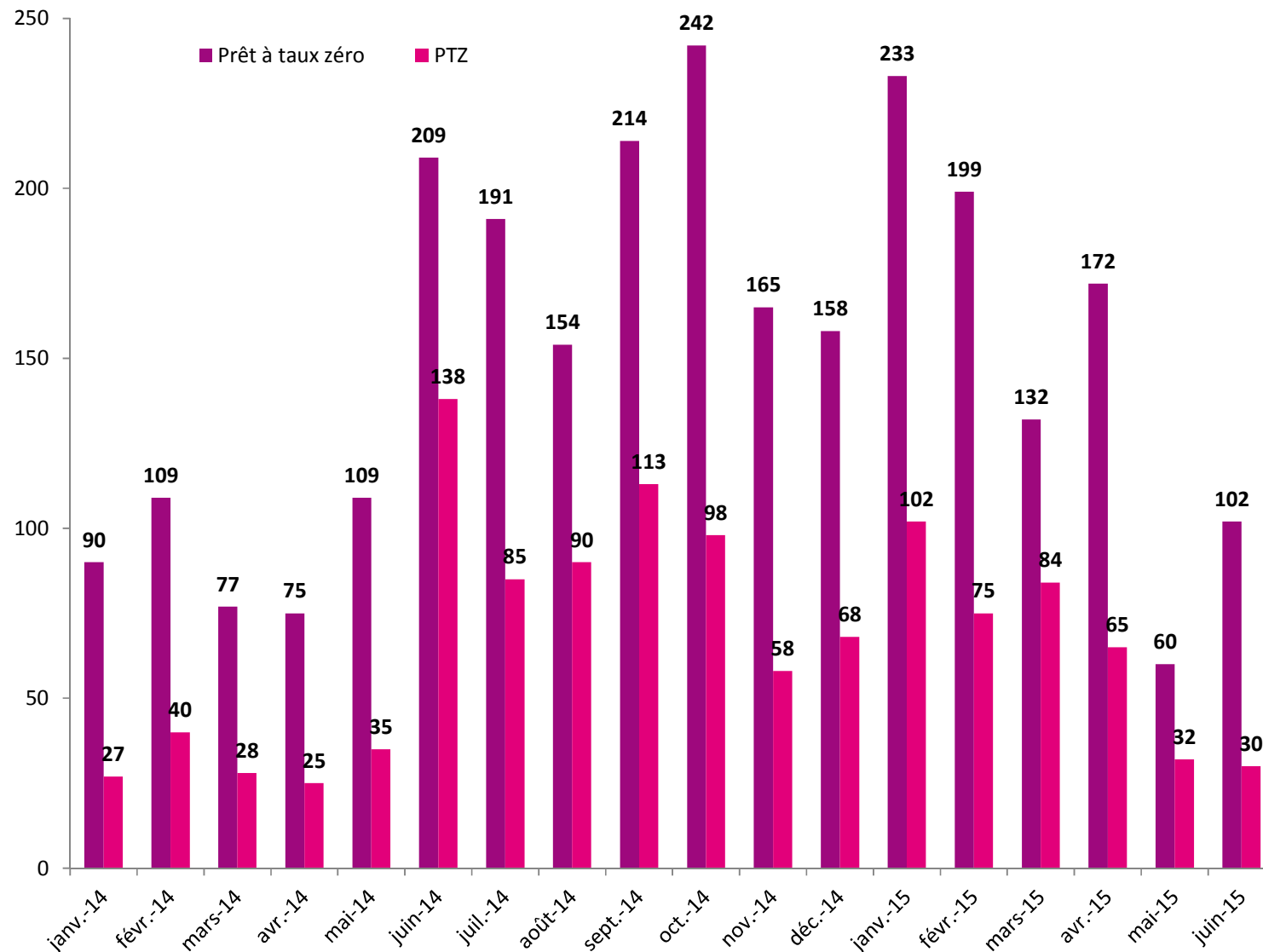
Dates récentes du PTZ :

- depuis le 1er octobre 2014, il bénéficie à plus de ménages et offre des conditions de remboursement mieux adaptées aux ressources des acquéreurs ;
- depuis le 1er janvier 2015, le PTZ permet de nouveau l'acquisition d'un logement ancien, situé en zone rurale et sous conditions de travaux.



- On constate une augmentation des articles portant sur le prêt à taux zéro sur les 6 premiers mois de 2014 puis une baisse sur les 6 premiers mois de 2015

Comptage du nombre d'articles où les termes « prêt à taux zéro » ou « PTZ » sont parus dans la presse hexagonale entre le 1^{er} janvier 2014 et le 30 juin 2015

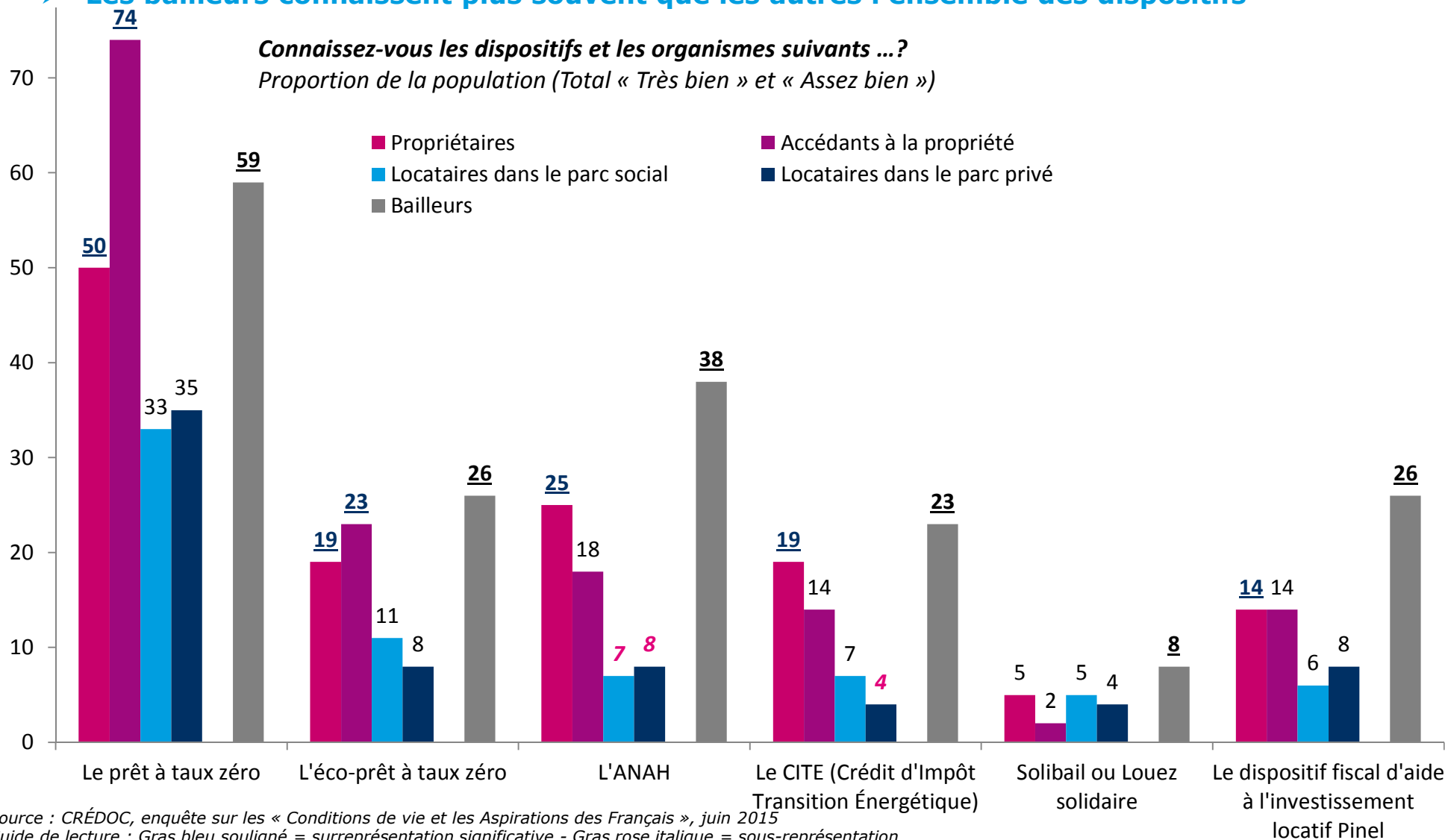


Source : CRÉDOC à partir des données Factiva, Toutes publications (presse nationale, PQR, ...)

➤ **Le prêt à taux zéro est beaucoup plus connu par les accédants à la propriété**

■ Même taux qu'en 2014 même si on dénombre moins d'accédants qui disent connaître « Très bien » le prêt à taux zéro

➤ **Les bailleurs connaissent plus souvent que les autres l'ensemble des dispositifs**



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015
 Guide de lecture : Gras bleu souligné = surreprésentation significative - Gras rose italique = sous-représentation

Le prêt à taux zéro

- Propriétaires et accédants
- Mariés
- Âgés de 40 à 59 ans
- Hauts revenus
- Actifs occupés
- Professions intermédiaires
- Diplômés du supérieur
- Habitent en pavillon, habitat individuel
- Bailleurs

L'éco-prêt à taux zéro

- Propriétaires et accédants
- Hauts revenus
- Diplômés du supérieur
- Diplômés bac + 2 et supérieur
- Vivant en agglomération parisienne

L'ANAH

- Propriétaires
- Bailleurs
- Âgés de 60 à 69 ans
- Cadres et professions intellectuelles supérieures
- Hauts revenus
- Diplômés du supérieur
- Vivant en maison individuelle
- Très sensibles aux problèmes d'environnement

Le CITE

- Propriétaires
- Bailleurs
- Diplômés du supérieur
- Mariés
- Très sensibles aux problèmes d'environnement
- Vivent en agglomération parisienne

Le Solibail

- Vivent en agglomération parisienne
- Diplômés du supérieur
- Exercent un emploi
- Sont cadres et professions intellectuelles supérieures
- Bailleurs

Le dispositif fiscal Pinel

- Propriétaires
- Bailleurs
- Hauts revenus
- Diplômés du supérieur



I. Connaissance de certains dispositifs

II. Actions dirigées vers les propriétaires bailleurs

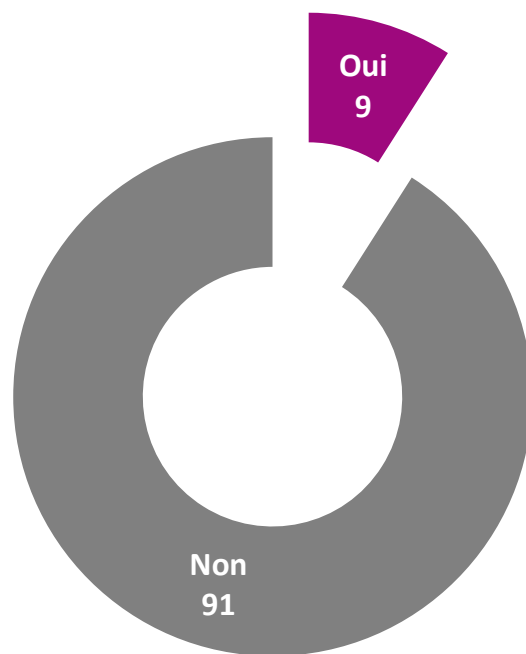
III. Quelques éléments sur l'image du parc social

IV. Perception des APL



Êtes-vous propriétaire d'un logement que vous mettez en location ?

Proportion de la population



➤ Au sein des bailleurs :

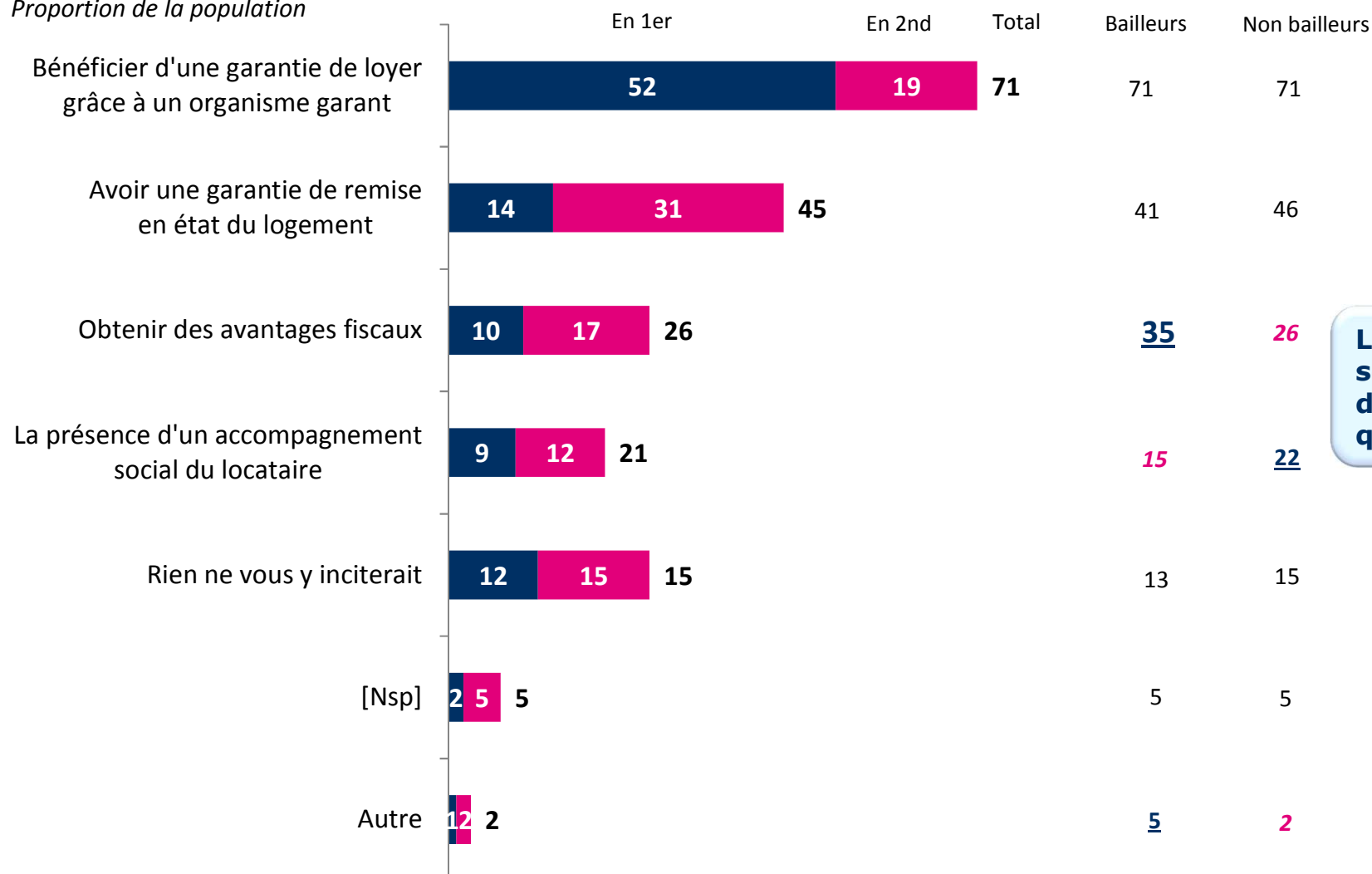
- 68% sont également **propriétaires occupants de leur logement, sans emprunt**
- 84% ont **40 ans et plus** vs. 67% en France
- 45% ont des **hauts revenus** vs. 19%
- 48% sont **diplômés** du supérieur vs. 28%
- 18% sont **cadres** et professions intellectuelles supérieures vs. 9%
- 33% sont retraités vs. 25%
- 9% d'indépendants vs. 6%
- 71% sont **mariés ou vivent en couple** vs. 53%
- 78% ont des **enfants** vs. 71%



➤ Le Solibail répond à plusieurs attentes

Parmi les éléments suivants, lequel vous inciterait le plus à louer votre / un bien à un loyer modéré à des personnes ayant des revenus modestes ?

Proportion de la population



Les bailleurs sont plus souvent intéressés par des avantages fiscaux que les autres.

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015
 Guide de lecture : Gras bleu souligné surreprésentation significative - Gras rose italique sous-représentation



Champ : Premiers résultats sur l'ensemble de la population (effectifs trop faibles pour réaliser un zoom sur les bailleurs)

Bénéficiaire d'une garantie de loyer grâce à un organisme garant (71%)

- Hommes
- Accédants à la propriété
- Actifs occupés
- Diplômés du supérieur
- Préoccupés par le risque de chômage

La présence d'un accompagnement social du locataire (21%)

- Locataires ou sous-locataires
- Étudiant ou élève, sans activité professionnelle, chômeurs
- Familles monoparentales
- Agglomération parisienne
- Diplômés : bac – bac+3 et plus
- Pensent que **les pouvoirs publics « n'en font pas assez » pour les plus démunis**
- « Très confiants » dans les associations
- Préoccupés par la pauvreté dans le monde et les tensions internationales

Avoir une garantie de remise en état du logement (45%)

- Locataires ou sous-locataires
- Dans le parc privé
- Diplômés : BEPC ou professionnel court
- N'ont pas Internet
- **Préoccupés** par le chômage
- Déclarent devoir s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget.
- Pensent que leurs conditions de vie vont se détériorer un petit peu au cours des 5 ans à venir
- Pensent appartenir à la « classe moyenne inférieure »

Obtenir des avantages fiscaux (26%)

- Âgés de 25 à 39 ans
- Actifs occupés
- En ménage
- Diplômés du supérieur
- Accédants à la propriété
- **Hauts revenus**
- Agglomération parisienne
- Pensent appartenir à « la classe moyenne supérieure » et « aux gens aisés »

Rien ne vous inciterait à louer un bien à des ménages modestes (15%)

- Femmes
- Peu ou pas diplômés
- Retraités
- Propriétaires
- Agglomérations + de 100 000 hab.
- N'ont pas Internet
- « Très inquiets » par le risque d'agression dans la rue
- Préoccupés par : l'immigration – la violence et l'insécurité
- Pensent que les pouvoirs publics « font trop » pour les plus démunis

I. Connaissance de certains dispositifs

II. Actions dirigées vers les propriétaires bailleurs

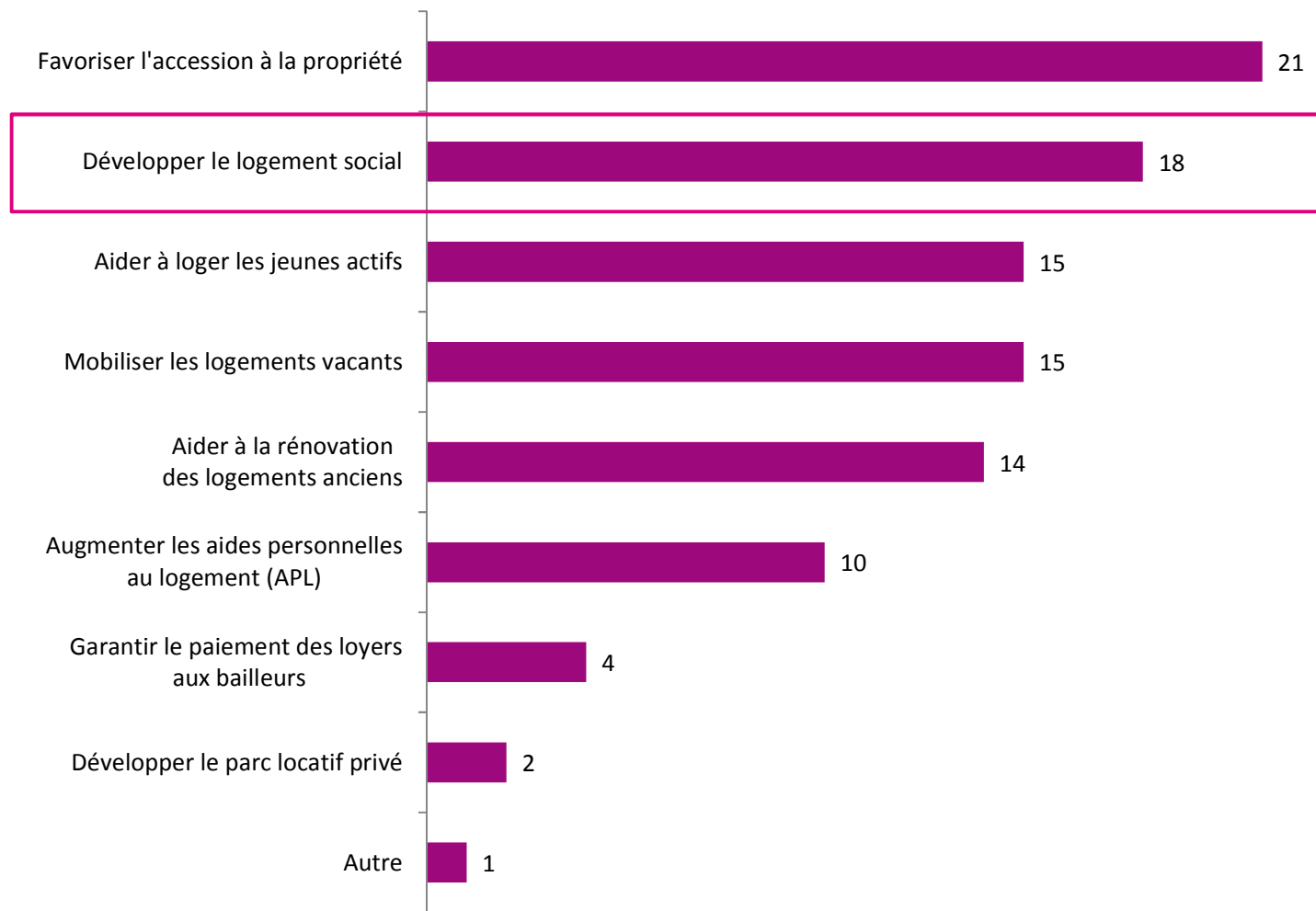
III. Quelques éléments sur l'image du parc social

IV. Perception des APL



- Une population partagée quand aux priorités que les pouvoirs publics devraient fixer
- Mais le développement des logements sociaux établi en 2^{nde} position des attentes en matière de politique logement par les Français

Selon vous, quelle devrait être la priorité des pouvoirs publics en matière de logement ?
Une seule réponse demandée (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2014.

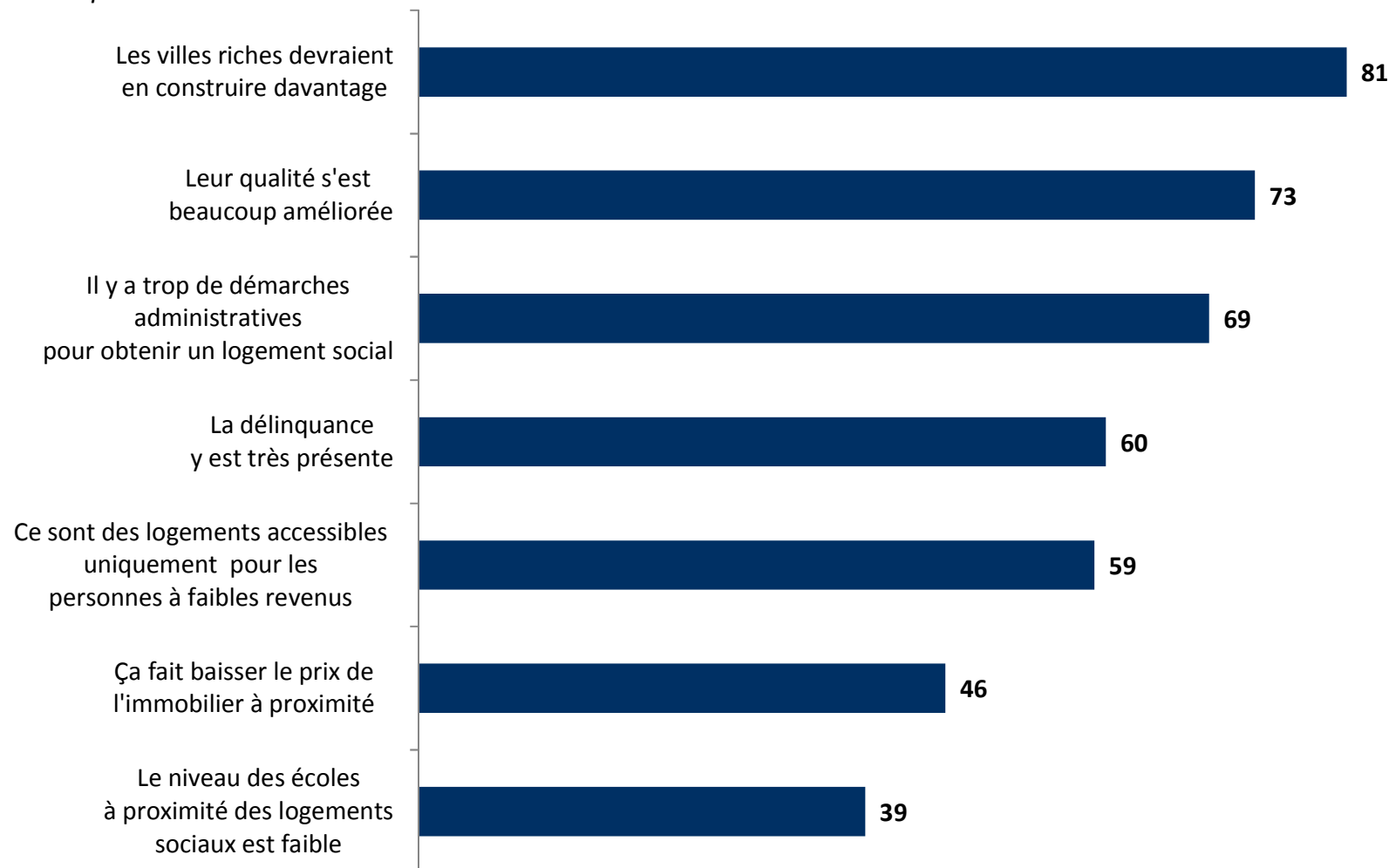
Lecture : 21% des Français pensent que la priorité des pouvoirs publics en matière de logement devrait être de favoriser l'accès à la propriété



➤ Huit Français sur dix s'accordent à dire que les villes riches devraient construire davantage de logements sociaux

Voici un certain nombre d'affirmations concernant le logement social. Êtes-vous d'accord ou pas avec chacune d'entre elles ...?

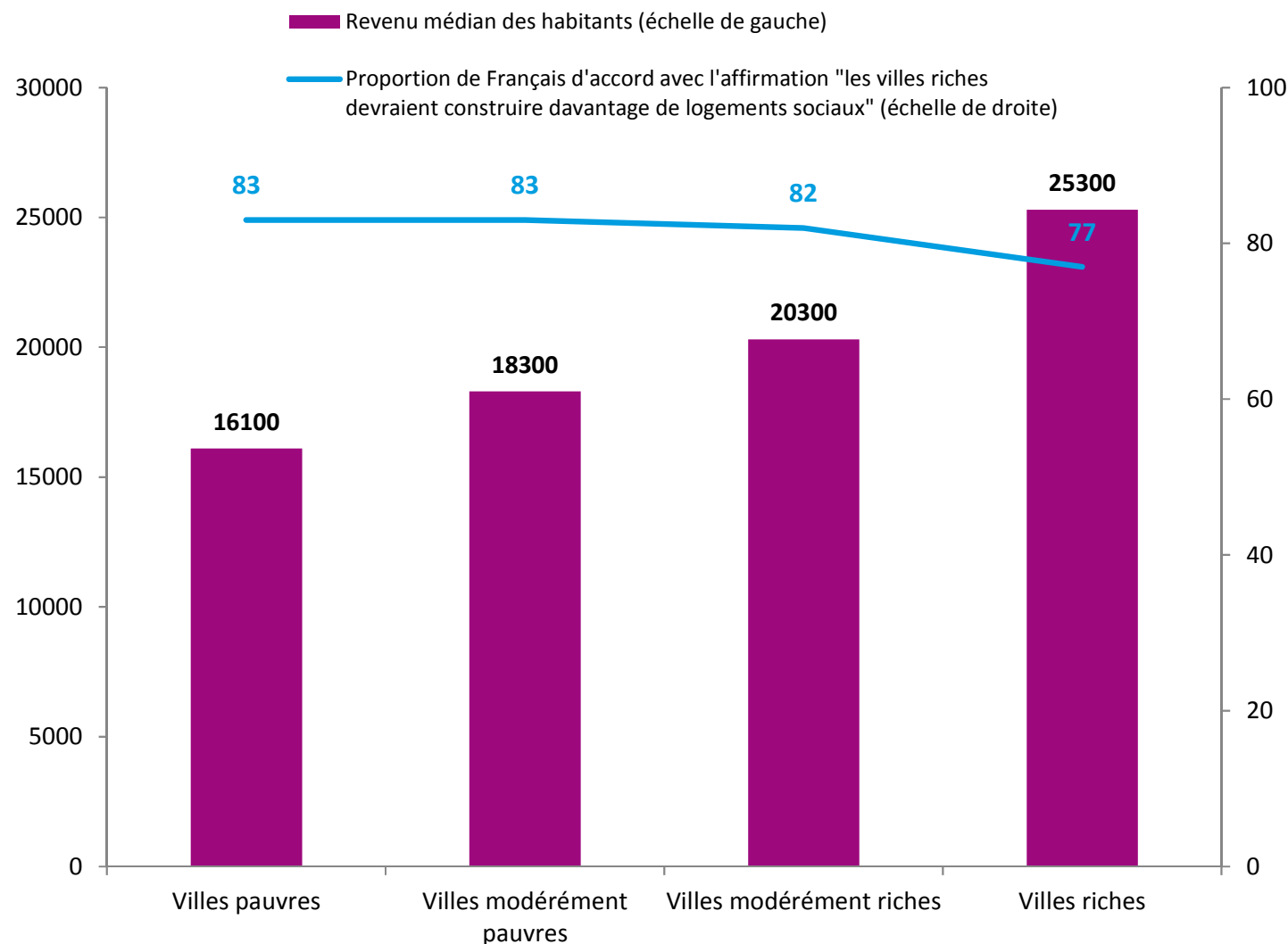
% des réponses « plutôt d'accord »



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015



- **Le souhait de mieux répartir la construction des logements sociaux partagé aussi par les habitants des villes riches (77%)**



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015 et INSEE, bases équipement par commune, 2012.

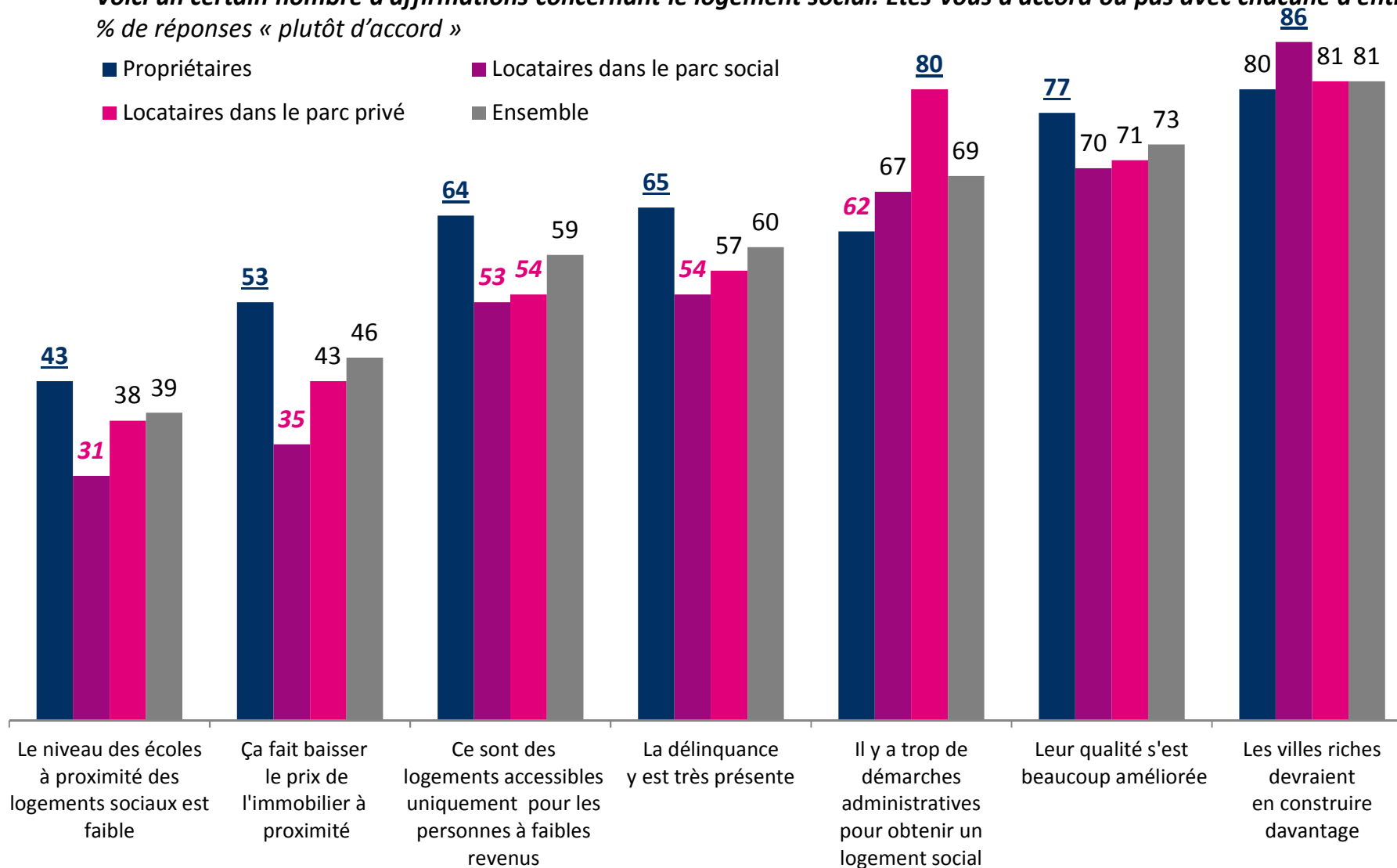
Note : L'information sur le revenu fiscal médian des habitants des communes (INSEE 2012) a été intégrée dans la base d'enquête Conditions de vie et aspiration de juin 2015 afin de créer une typologie des villes. Les communes (présentes dans la base d'enquête) ont été réparties en 4 groupes équivalents (quartiles) selon le revenu par unité de consommation médian de ses habitants. Les villes considérées pauvres sont les 25% de communes dans lesquelles le revenu médian de ses habitants est le plus bas, situé autour de 16 100€ annuel



➤ Les locataires du parc social ont une image plus positive que les autres

Voici un certain nombre d'affirmations concernant le logement social. Êtes-vous d'accord ou pas avec chacune d'entre elles ...?
% de réponses « plutôt d'accord »

■ Propriétaires ■ Locataires dans le parc social
■ Locataires dans le parc privé ■ Ensemble



55% des accédants considèrent que « ça fait baisser le prix de l'immobilier à proximité »

Les + de 70 ans ont également une image plus négative (délinquance, niveau des écoles faibles, baisse du prix de l'immobilier, ...)

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015

Guide de lecture : Gras bleu souligné surreprésentation significative - Gras rose italique sous-représentation significative



- **Peu de différences entre les habitants de communes sans logements sociaux et ceux de communes regroupant 20% voire plus de logements sociaux**
- **Les seules affirmations où l'on observe des différences sont :**
 - Les communes comptant moins de 20% de logements sociaux sont plus souvent d'accord avec l'idée que la qualité des logements sociaux s'est améliorée.
 - Les habitants des communes sans logements sociaux ou avec moins de 20% de leur parc sont plus nombreux à penser que les logements sont accessibles uniquement aux bas revenus, et que le niveau des écoles à proximité est faible.

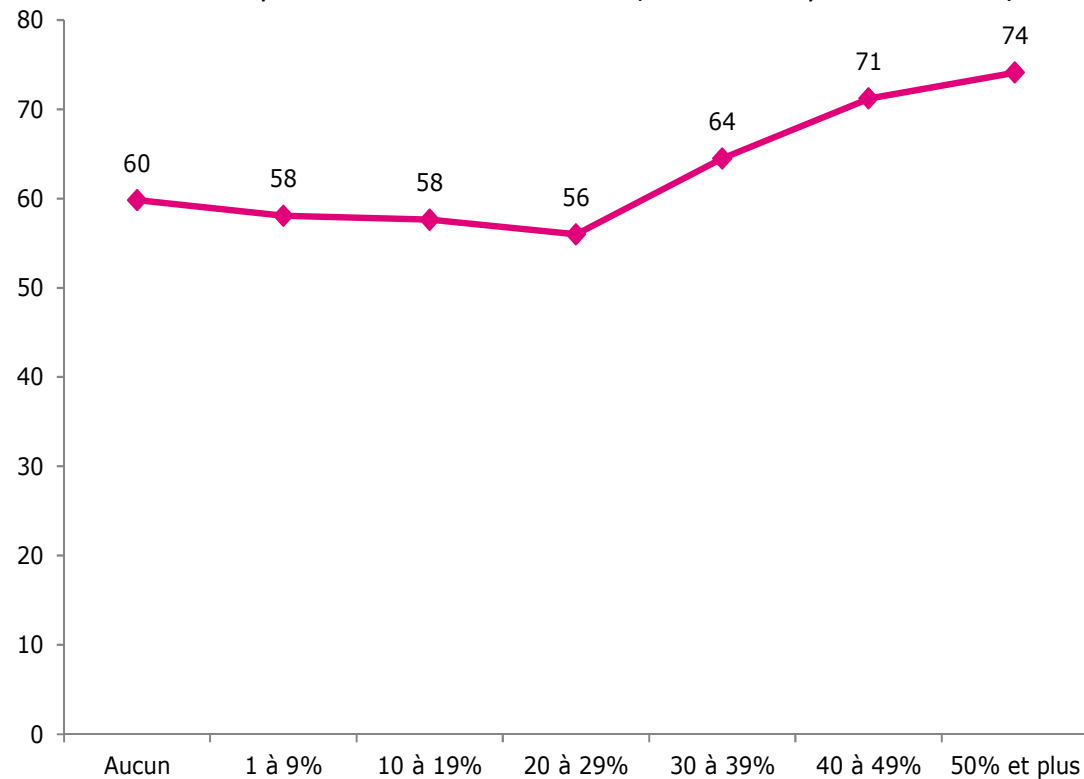
Affirmation concernant le logement social - % « plutôt d'accord » -	Pas de logements sociaux sur la commune	Moins de 20% de logements sociaux sur la commune	20% ou plus de logements sociaux sur la commune	Ensemble
Les villes riches devraient en construire davantage	79%	80%	83%	81%
Leur qualité s'est beaucoup améliorée	70%	<u>76%</u>	<i>71%</i>	73%
Il y a trop de démarches administratives pour obtenir un logement social	66%	68%	70%	69%
La délinquance y est très présente	61%	58%	62%	60%
Ce sont des logements accessibles uniquement pour les personnes à faibles revenus	63%	<u>62%</u>	<i>53%</i>	59%
Ça fait baisser le prix de l'immobilier à proximité	47%	45%	48%	46%
Le niveau des écoles à proximité des logements sociaux est faible	44%	37%	39%	39%
Effectifs	182	977	845	2004

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015
 Guide de lecture : Gras bleu souligné surreprésentation significative - Gras rose italique sous-représentation significative



- Quelle que soit la présence effective ou pas de logements sociaux dans leur commune pas moins de six personnes sur dix sont convaincues que la délinquance y est « très présente ».
- Lorsque la part de logements sociaux dépasse le tiers du parc résidentiel de la commune, le niveau de délinquance ressenti croît (effet de seuil)

Perception de la présence de délinquance selon la part de logements sociaux de la commune
 « Êtes-vous d'accord ou pas avec l'affirmation suivante : la délinquance est très présente dans le logement social. »
 % de réponses « Plutôt d'accord » (vs. « Plutôt pas d'accord »)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015 et SOeS, données Répertoire sur le Parc Locatif Social au 1er janvier 2014



- Rappelons qu'aujourd'hui, on observe le même taux de logements surpeuplés ou comportant des défauts de type humidité, insonorisation, exposition au plomb, dans le parc social et le parc privé (source INSEE- SILC)

Voici un certain nombre d'affirmations concernant le logement social. Êtes-vous d'accord ou pas avec chacune d'entre elles ...?
% de réponses « plutôt d'accord »



- Des démarches de simplification ont été mises à l'œuvre depuis plusieurs années : attribution d'un numéro unique, inscription et renouvellement en ligne des demandes, ...
- Les critiques de la population vis-à-vis de l'administration tiennent probablement au temps d'attente pour obtenir un logement. L'offre de logement social, insuffisante par rapport aux demandes, rend le temps d'attente relativement long, notamment dans les grandes agglomérations. Exemple : 6 ans d'attente pour un F1 à Paris, 9 ans pour un F2/F3 et 10 ans pour un F4 et plus en 2013 . (source Ville de Paris)

Voici un certain nombre d'affirmations concernant le logement social. Êtes-vous d'accord ou pas avec chacune d'entre elles ...?

% des réponses « plutôt d'accord »



Les villes riches devraient construire davantage de logements sociaux (81%)

- **Locataires du parc social**
- **Pour l'intervention de l'État** (Considèrent davantage appartenir à la classe populaire - Très inquiets par rapport au risque de chômage - Pensent que les pouvoirs publics « ne font pas assez » pour les plus démunis)

Trop de démarches pour obtenir un logement social (69%)

- **Locataires dans le parc privé**
- **Difficultés financières** (déclarent plus souvent devoir s'imposer des restrictions, les dépenses de logement représentent une « très lourde charge »)
- **Très inquiets** (guerre – agression dans la rue – risques alimentaires – chômage – accident de centrale nucléaire – maladie grave – accidents)

Ça fait baisser le prix de l'immobilier à proximité (46%)

- **Propriétaires, bailleurs**, hommes, mariés, en pavillon individuel, résidant en agglomération de plus de 100 000 habitants
- **Contre trop d'intervention de l'État** (Estiment plus souvent que les pouvoirs publics en « font trop » ou « font ce qu'ils doivent » pour les plus démunis)

La délinquance y est très présente (60%)

- **Propriétaires, diplômés du BEPC** (sans connexion internet à leur domicile)
- **Inquiets et pessimistes** (les risques d'agression – pensent que leurs conditions de vie « vont beaucoup se détériorer » au cours des 5 prochaines années)



I. Connaissance de certains dispositifs

II. Actions dirigées vers les propriétaires bailleurs

III. Quelques éléments sur l'image du parc social

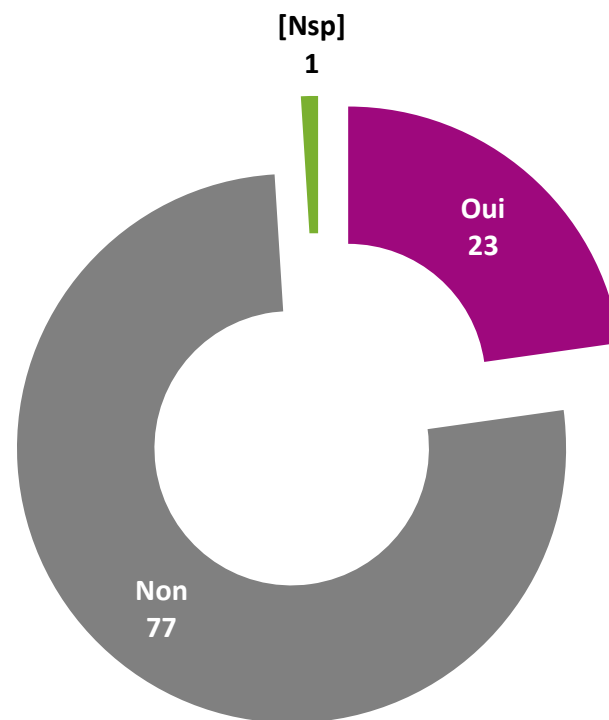
IV. Perception des APL



➤ **Un quart de la population perçoit une allocation logement**

Vous, ou votre foyer, touchez-vous actuellement une allocation logement (APL, ALF ou ALS) ?

Proportion de la population



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015



➤ Profils socio-démographiques

- Sexe : **femmes** (64% vs. 52%)
- Âge : **moins de 40 ans** (53% vs. 33%)
- Diplôme : inférieur au bac (62% vs. 53%)
- PCS : Employés (22% vs. 17%), ouvriers (16% vs. 12%), **au foyer** (22% vs. 10%) et inactifs (13% vs. 7%)
- Agglomération : de + 100 000 habitants (36% vs. 30%)
- Situation d'emploi : Étudiants (11% vs. 5%), **au chômage** (20% vs. 9%)
- Situation familiale :
 - **Célibataires** (37% vs. 26%) **séparés ou divorcés** (19% vs. 12%)
 - **Familles monoparentales** (24% vs. 11%)
- Statut face au logement : **locataires** (89% vs. 47%), accédants (5% vs. 11%)

➤ Leurs conditions de vie

- **Sont peu voire pas du tout satisfait de son cadre de vie** (28% vs. 16%).
- Jugent les **dépenses de logement « très lourdes »** (17% vs. 10%) voire une « charge à laquelle ils ne peuvent pas faire face » (4% vs. 2%).
- Pensent que leur niveau de vie va **s'améliorer** au cours des 5 prochaines années (38% vs. 25%).
- **S'imposent davantage des restrictions** (88% vs. 71%).
- Moins souvent partis en **vacances** au cours des 12 derniers mois (40% vs. 59%).

Des données cohérentes avec le profil des bénéficiaires des aides au logement selon la CNAF :

- **50% ont moins de 40 ans**
- **12% sont étudiants**
- **32% sont isolés sans personne à charge**
- **31% sont isolés avec au moins une personne à charge**
- **93% sont locataires**
- **Et 7% sont accédants à la propriété**

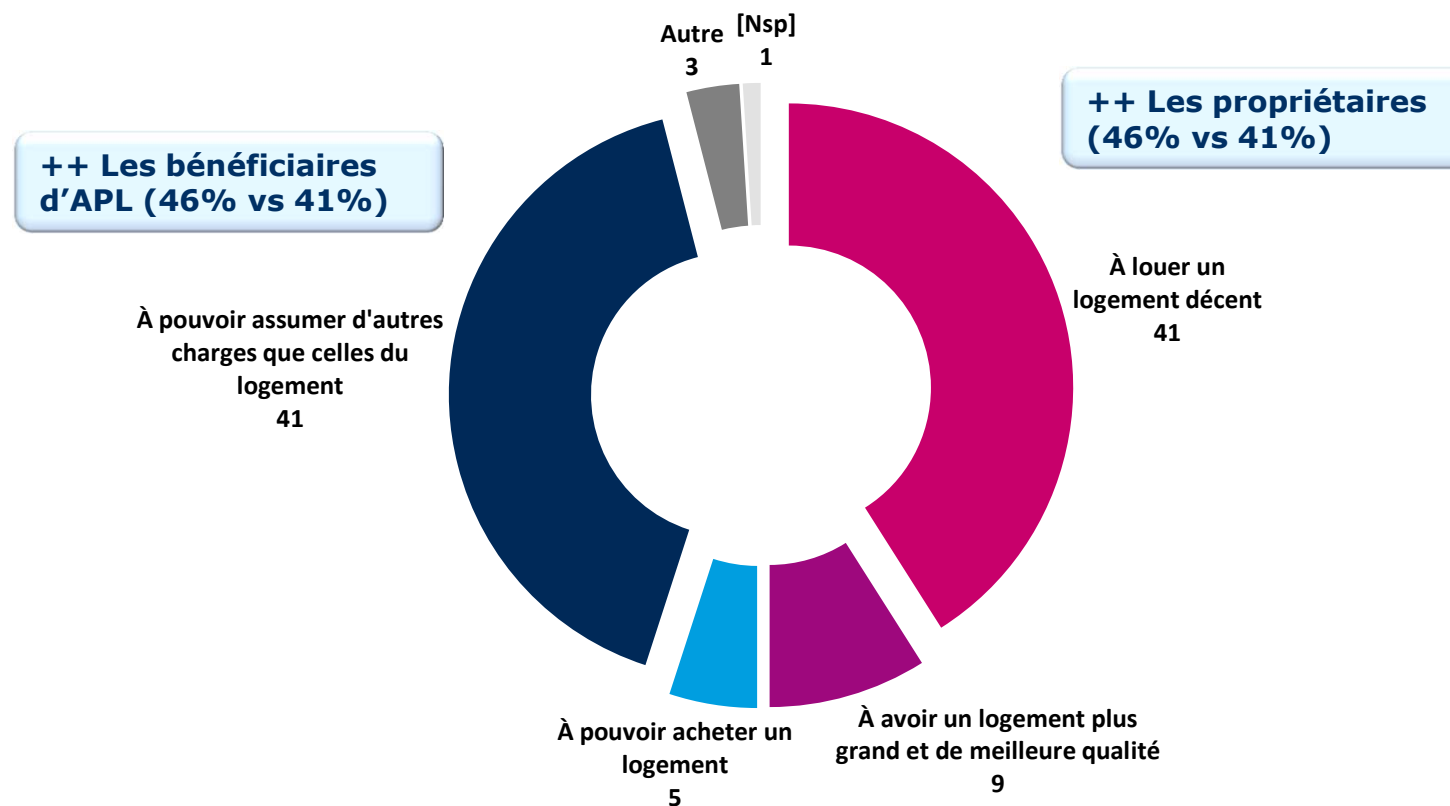
Source : Données CNAF déc. 2013 et 2014



➤ Double utilité des aides personnalisées au logement :

- Permettre d'assumer d'autres charges que celles du logement
- Et de louer un logement décent

Selon vous, à quoi servent les APL, c'est-à-dire l'aide personnalisée au logement ?
Proportion de la population

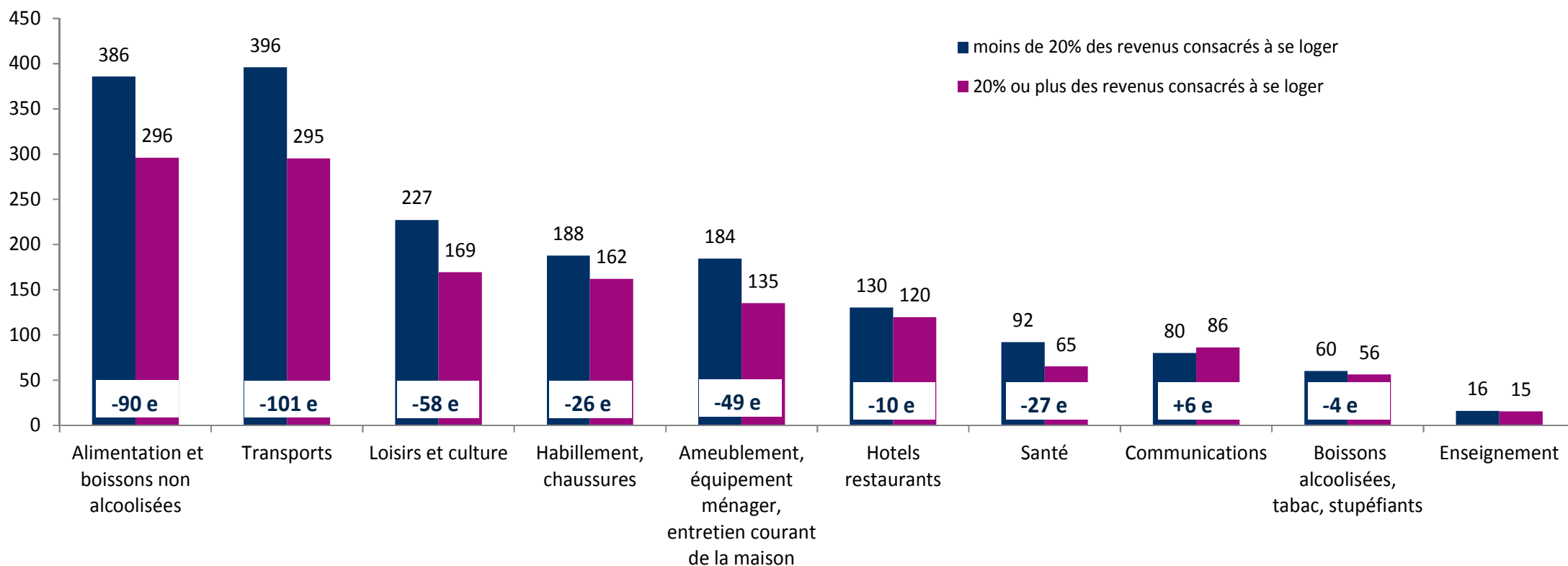


Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015



- Les sommes consacrées à se loger impactent des postes de dépenses essentiels comme l'alimentation, les transports ou la santé. (source CRÉDOC à partir de BDF 2006)
- L'alimentation est aujourd'hui un des postes qui subit la plus forte augmentation du sentiment de privation : 44% des foyers ayant de lourdes charges de logement déclarent devoir se restreindre en matière d'alimentation.

Dépenses mensuelles moyennes du foyer en euros sur différents postes de consommation selon l'effort financier consacré à se loger

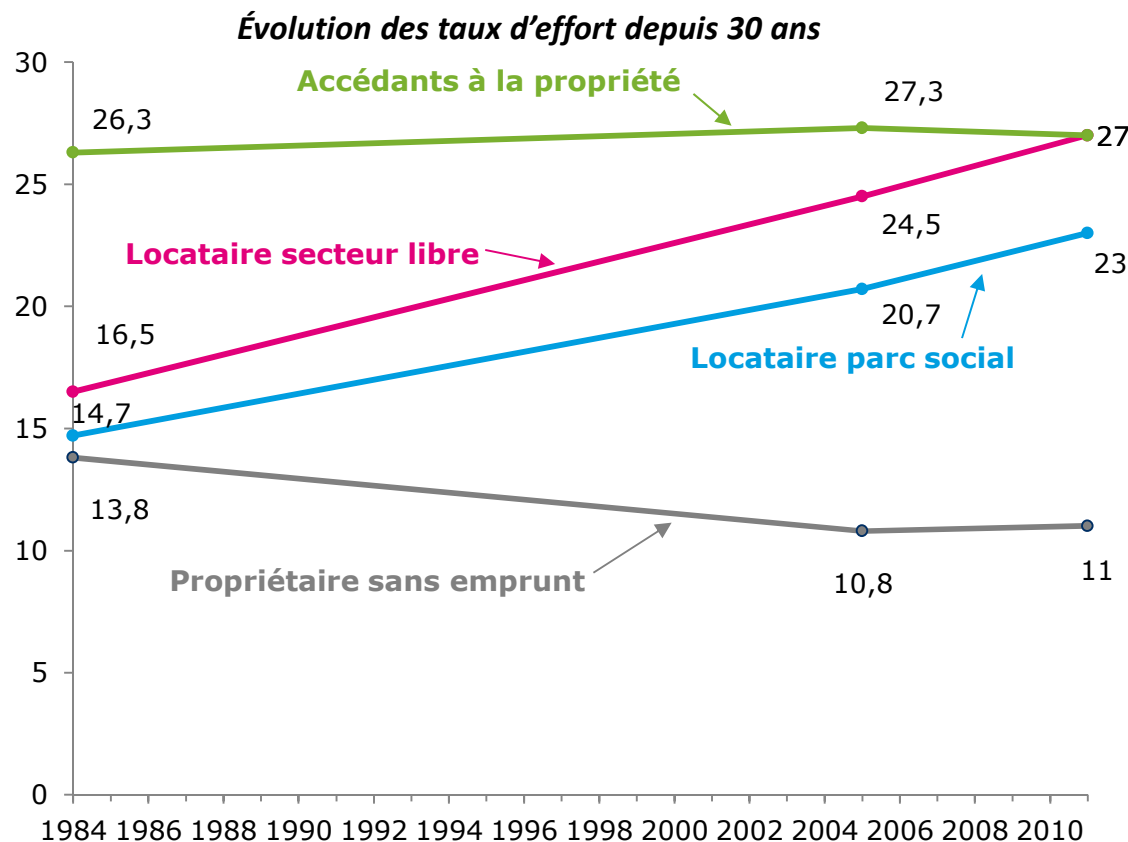


Source : Calculs CRÉDOC à partir des données de l'enquête Budget des Familles, INSEE, 2006.

Guide de lecture : Les ménages dont le taux d'effort en matière de logement est supérieur à 20% dépensent en moyenne 296 euros en alimentation chaque mois, soit 90 euros de moins que ceux dont le taux d'effort est plus faible.



- Le mouvement d'accession à la propriété ne s'est pas opéré de manière homogène dans la population. La catégorie des locataires s'est vidée petit à petit de ses membres les plus aisés,
- Si bien que même si les loyers ont augmenté moins vite que les prix à l'accession, les taux d'efforts des locataires ont sensiblement augmenté ces dernières années.



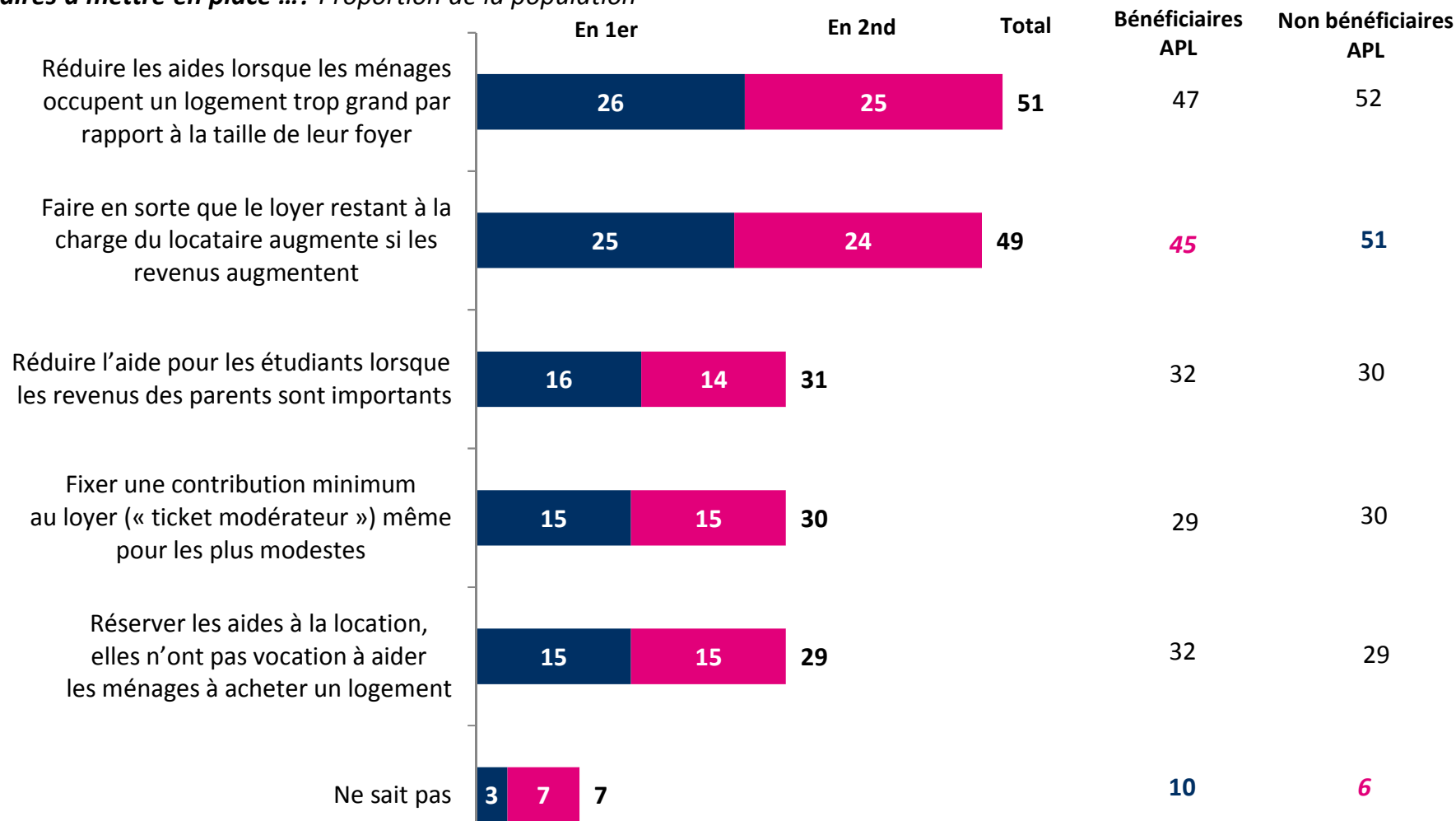
Source : Les données de 2005 et 2011 sont tirées de la publication de Jérôme Accardo et Élodie Krankladert, « Entre 2005 et 2011, les taux d'effort des locataires se sont accrus, ceux des propriétaires sont restés stables », France portrait social, édition 2013, INSEE, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/FPORSOC13e_VE5_effort.pdf
 Les données de 1984 sont calculées par le CRÉDOC, par extrapolation à partir de la publication de Jérôme Accardo et Fanny Bugeja, « Le poids des dépenses de logement depuis vingt ans », 50 ans de consommation en France, INSEE, 2012, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/CONSO09d.PDF

Méthodologie : les taux d'effort sont calculés à partir de l'enquête « Budget de famille », en rapportant aux revenus avant impôt les dépenses suivantes : le loyer ou les remboursements de prêts immobiliers, les dépenses de chauffage et d'éclairage (regroupées sous le terme de dépenses d'énergie pour le logement), mais aussi tout un ensemble de dépenses diverses, comme les dépenses d'eau, d'ascenseur, de gardiennage, d'entretien du logement et enfin les impôts sur la résidence principale (taxe d'habitation, taxe foncière).



➤ Réduire les aides pour les ménages dont les revenus augmentent ou qui habitent dans de grands logements

Pour rendre le versement des APL plus équitables, les mesures suivantes pourraient être mises en place. Quelles seraient selon vous les deux mesures prioritaires à mettre en place ...? Proportion de la population

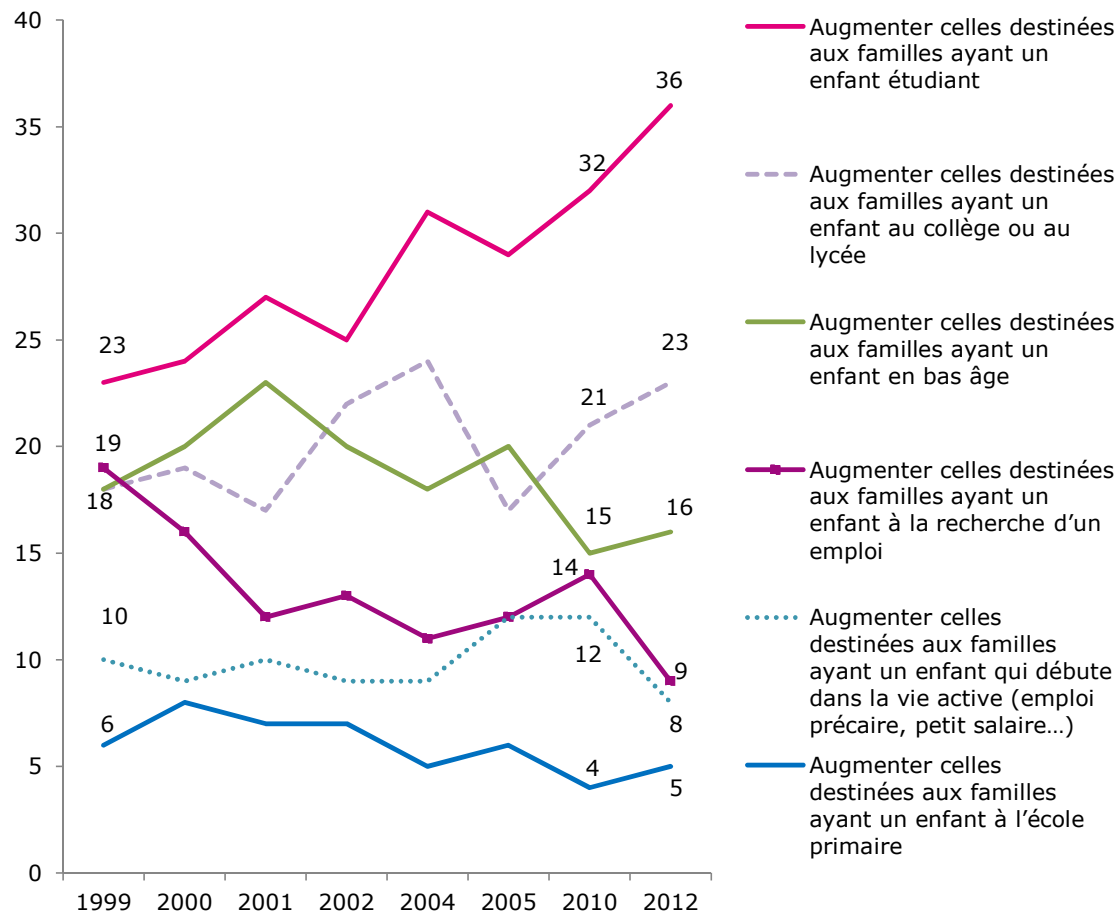


Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2015
 Guide de lecture : Gras bleu souligné surreprésentation significative - Gras rose italique sous-représentation



- **D'année en année les Français réclament une augmentation des aides à destination des familles ayant des enfants étudiants. L'allongement des études et l'importance grandissante du diplôme dans les parcours professionnels continuent d'alimenter cette demande.**

Les politiques familiales ont pour objectif d'apporter une aide aux familles ayant des enfants à charge. Ces charges varient bien sûr en fonction de l'âge des enfants. Si vous deviez décider des priorités à accorder aujourd'hui à la politique familiale, quels types d'aides pensez-vous qu'il faudrait augmenter en priorité ? (en %)



Les étudiants représentent 12% des bénéficiaires des aides au logement. Ils citent un peu moins souvent l'item « Réduire l'aide aux étudiants lorsque les revenus des parents sont importants » (26% ns).



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », 2012.

Guide de lecture : 36% des Français en 2012 pensent qu'il faudrait augmenter en priorité les aides aux familles avec un enfant étudiant.

- **Réduire les aides lorsque les ménages occupent un logement trop grand par rapport à la taille de leur foyer, 51% de l'ensemble**
 - Plus souvent les personnes âgées de 70 ans et plus, 56%, qui rappellent le, sont majoritairement propriétaires (66%)
- **Faire en sorte que le loyer restant à la charge du locataire augmente si les revenus augmentent, 49%**
 - Les diplômés du supérieur y sont davantage favorables, 55%
 - Ainsi que les classes moyennes supérieures, 55%
- **Réduire l'aide pour les étudiants lorsque les revenus des parents sont importants, 31%**
 - Les titulaires du BEPC sont plus nombreux à le citer, 34%
 - Les ouvriers et les retraités également, respectivement 38% et 35%
 - Ainsi que les personnes à la recherche d'un premier emploi, 51%
- **Fixer une contribution minimum au loyer (« ticket modérateur ») même pour les plus modestes, 30%**
 - Les classes moyennes inférieures sont plus nombreuses à le mentionner, 34%
 - Et les accédants à la propriété, 39%
- **Réserver les aides à la location, elles n'ont pas vocation à aider les ménages à acheter un logement, 29%**
 - Les bas revenus, 35%
 - Les locataires, 33%
 - Les personnes résidant en agglomération parisienne, 35%
 - Les personnes au foyer 36%



- **De nouveaux dispositifs assez peu connus – alors que l'étude montre un certain intérêt pour les caractéristiques du Solibail**
- **Une image des logements sociaux ambivalente dans la population générale, meilleure chez ceux qui y vivent**
- **Des aides personnalisées au logement jugées utiles pour permettre d'assumer d'autres charges que celles du logement et pour louer un logement décent**
- **Les mesures jugées prioritaires pour rendre les APL plus équitables parmi celles proposées :**
 - réduire les aides aux ménages qui occupent un logement trop grand par rapport à la taille de leur foyer
 - et celles des ménages dont les revenus augmentent.

